

L'économie politique de la Confédération, par l'INSTITUT DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES et le CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA. Compte rendu d'un colloque tenu à Kingston, les 8, 9 et 10 novembre 1978. — CENTRE D'ÉDITION DU GOUVERNEMENT DU CANADA, 1979, 449 p.

Roland Jouandet-Bernadat

Volume 55, numéro 1, janvier–mars 1979

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/800818ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/800818ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Jouandet-Bernadat, R. (1979). Compte rendu de [*L'économie politique de la Confédération*, par l'INSTITUT DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES et le CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA. Compte rendu d'un colloque tenu à Kingston, les 8, 9 et 10 novembre 1978. — CENTRE D'ÉDITION DU GOUVERNEMENT DU CANADA, 1979, 449 p.] *L'Actualité économique*, 55(1), 110–111. <https://doi.org/10.7202/800818ar>

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1979

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

L'économie politique de la Confédération, par l'INSTITUT DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES et le CONSEIL ÉCONOMIQUE DU CANADA. Compte rendu d'un colloque tenu à Kingston, les 8, 9 et 10 novembre 1978. — CENTRE D'ÉDITION DU GOUVERNEMENT DU CANADA, 1979, 449 pages.

Compte rendu d'un colloque organisé par le Conseil Economique du Canada à la suite de l'élection du Parti québécois. Il s'agit d'examiner les conclusions de divers travaux de recherche portant sur les problèmes de la Confédération. Les thèmes des exposés sont les suivants :

— coûts et avantages de l'union douanière canadienne (M. Hazledine, Conseil Economique du Canada).

— qui perd et qui gagne avec le système actuel de tarifs douaniers au Canada ? (M. Auer et Mlle Mills, Conseil Economique du Canada).

— quels sont les changements dans les niveaux de taxation et les disponibilités de services publics qu'entraînerait un Québec séparé ? (M. Glynn).

— les tarifs douaniers et la structure des tarifs marchandises désavantagent-ils l'Ouest ? (M. Norrie, Université de l'Alberta).

— quels moyens peuvent rendre la politique de stabilisation plus efficace pour combattre les disparités régionales en terme de chômage ? (Yves Rabeau et R. Lacroix, Université de Montréal).

— quelle est la portée des décisions non budgétaires en matière de développement régional ? (F. Martin, Université de Montréal).

— si le Québec se séparait, dans quelle mesure les coûts des services publics changeraient-ils ? (M. MacDonald, Conseil Economique du Canada).

Cinq exposés portent sur des questions non économiques (aspects historiques, constitutionnels, sociologiques, etc.).

Le compte rendu du colloque constitue une source d'informations fort intéressante. Il ne faut toutefois pas y chercher la boule de cristal. L'économiste ne peut apporter dans le débat sur les coûts et avantages de la Confédération qu'une contribution limitée. Il ne peut, en particulier, tenir compte des réactions humaines en temps de crise qui sont imprévisibles, comme l'a fait remarquer Sylvia Ostry. Il faut, par ailleurs, bien tenir compte des hypothèses de départ pour apprécier les conclusions atteintes. Ceci est particulièrement vrai, par exemple, de l'exposé de M. Glynn dont les conclusions ont fait la manchette des journaux mais apparaissent, après étude, bien contestables.

Roland Jouandet-Bernadat,
*Ecole des Hautes Etudes
Commerciales (Montréal).*